

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1925

Proposition de loi modifiant la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers.

DÉVELOPPEMENTS

MADAME, MESSIEURS,

Le 31 juillet, dans la bousculade finale du départ en vacances, le Sénat a voté, sans discussion, la nouvelle loi sur la position et l'avancement des officiers. La veille, la Commission militaire du Sénat fut pressée d'agir pour soumettre, le lendemain, le projet au vote du Sénat. Nous déposâmes des amendements, mais, à la demande de M. le Ministre Forthomme, ils furent retirés, celui-ci ayant pris l'engagement à son bureau et le lendemain, en séance publique, de soumettre lui-même à une étude complète nos propositions. Cependant, en séance publique du matin, le lendemain, nous avons protesté contre cette hâte peut-être voulue, de faire passer en fin de session des projets de cette importance. A ma demande, mes amis socialistes s'abstinrent.

M. le Ministre Forthomme ne put tenir ses promesses, et pour cause... Lors de la séance du budget, cette année, M. le Ministre Kestens nous a demandé nos propositions pour examen. Nous savons de source sûre, qu'elles pouvaient être admises toutes ou presque. A notre grand étonnement, M. le Ministre vient de déposer à l'article 5, un texte qui aggrave la loi déjà existante, en étendant un privilège à une nouvelle catégorie d'officiers.

L'occasion est toute trouvée de mettre le Parlement à même de reviser une loi bâclée à la hâte, et dont la nuisance et l'esprit antidémocratique lui ont échappé.

L'armée, d'ailleurs, ne demandait pas que la loi de 1836 fut abrogée, ni même modifiée. C'était un statut excellent, longuement étudié et mis en harmonie parfaite avec notre droit constitutionnel. Quelques ajoutes suffisaient, qui n'en altéraient pas l'esprit.

Des protestations vigoureuses des sociétés d'anciens officiers, qui ne sont plus tenus au silence, en voyant le danger de certaines dispositions nouvelles pour la très grande majorité, 90 p. c. de leurs anciens camarades, se sont immédiatement élevées. Il en fut de même dans plusieurs organes de la presse.

On doit demander aujourd'hui, aux officiers, des sacrifices nécessaires. Il n'est que juste de leur rendre la stabilité, les garanties, la confiance qu'ils sont en droit de réclamer, et qu'il y a urgence à modifier certains articles dont les dispositions sont inconstitutionnelles ou prêtent à l'arbitraire et à l'intrigue.

Très sommairement, nous justifierons nos propositions.

ART. 5. — La loi de 1836 établissait que pour mettre un officier en non-activité de service, il fallait un Arrêté royal.

Elle n'était infligée qu'après avoir épuisé toute la gamme des peines disciplinaires. Actuellement, cette faculté appartient au Ministre de la Défense nationale, donc, en réalité, à ses « bureaux ». Et, circonstance aggravante, depuis 1916, on a réduit du tiers la série des peines disciplinaires, ce qui permet au « bureau » de multiplier les mises en non-activité de service sans garantie de complète justice.

Il faut donc revenir aux prudentes dispositions de la loi de 1836 et réclamer l'avis d'un Conseil de discipline.

ART. 7. — La confiance, l'estime réciproques des chefs et des soldats est la base de la force morale de l'armée. Et l'un des moyens les plus sûrs de l'obtenir, c'est de rapprocher à l'origine celui qui commande et celui qui doit obéir. La raison et le cœur des supérieurs seront ainsi plus en harmonie avec le cœur des soldats.

Dans une démocratie, d'ailleurs, le soldat doit être considéré comme le premier échelon d'une hiérarchie dont les officiers généraux occupent le sommet. Pour assurer effectivement cette communauté d'idées et de sentiment, c'est indispensable que les chefs passent par le premier échelon.

ART. 11. — Il saute aux yeux que n'importe quel Ministre, c'est-à-dire ses « bureaux » pourra toujours enrayer et même arrêter la carrière d'un officier aux grades inférieurs, sous-lieutenant, lieutenant ou capitaine, par raisons politiques ou personnelles et sur des fiches secrètes... Revenons-en au texte prudent de 1836, c'est une garantie de stabilité et d'avancement modeste que nous devons conserver.

ART. 12. — C'est l'aggravation d'un texte qui accordait un privilège à des officiers pendant dix ou quinze ans. De ce chef on interdit au Roi, chef de l'Armée, toute vérification préalable des qualités militaires de ces officiers pouvant être proposés au grade de major.

Leur nomination est pour ainsi dire obligée et leur accession aux grades élevés possible, même si physiquement, intellectuellement et moralement, ils sont inaptes à ces fonctions.

La nouvelle loi a été surtout élaborée pour les dispenser des épreuves que les règlements, avec raison, imposent pour devenir chef de bataillon et ainsi de suite.

C'est la consécration du triomphe insolent des Etats-Majors sur les modestes et méritants officiers de troupe.

ART. 21. — Nous faisons nôtre cette appréciation de Rouveroy dans « La Dernière Heure ».

L'article 21 du nouveau texte est radicalement anti-constitutionnel. Alors que l'article 118 de la Constitution dit que « la loi réglera l'avancement dans l'armée » et qu'il laisse naturellement sous-entendu que « cette disposition légale concerne aussi bien le temps de guerre que le temps de paix, cet art. 21 du nouveau texte abroge, dès la mobilisation décrétée, l'application des six prescriptions essentielles de cette loi. De sorte qu'en temps de guerre, ce sera le seul bon plaisir des « bureaux » qui remplira le statut des officiers, et ceux-ci se trouveront livrés à l'arbitraire le plus odieux, juste au moment où la Patrie leur demandera le sacrifice de leur vie. »

Ajoutons que le Roi perd ainsi le droit de conférer un grade au titulaire d'action d'éclat, à l'officier qui s'en serait rendu digne. C'est donc la regrettable disparition d'une source puissante d'émulation et d'esprit de sacrifice.

Par contre, la suppression des règles d'avancement en temps de guerre, provoquera une atmosphère empestée par l'intrigue et le favoritisme, enlevant ainsi toute valeur morale à notre corps d'officiers.

Restons-en donc aux prudentes dispositions de la loi de 1836.

E. CALONNE.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 17 DECEMBER 1925.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 15 September 1924 betreffende den stand en de bevordering der officieren.

TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

In de drukte vóór het verlof heeft de Senaat, op 31 Juli, zonder bespreking, de nieuwe wet goedgekeurd op den stand en de bevordering der officieren. Daags te voren was de Commissie van Landsverdediging tot spoed aangezet geworden, opdat den volgenden dag het ontwerp in den Senaat zou kunnen worden ter stemming gelegd. Wij dienden amendementen in, doch op verzoek van Minister Forthomme werden zij ingetrokken, omdat deze, in zijn kabinet en 's anderendaags in openbare vergadering, beloofd had onze voorstellen volledig te onderzoeken. Wij hebben niettemin verzet aangeteekend tegen deze gewilde haast om, op het einde van den zittijd, dergelijk ontwerp te willen afwikkelen. Op mijn verzoek onthielden zich mijne socialistische vrienden.

Minister Forthomme kon zijn belofte niet houden, en daar bestond reden toe. Dit jaar, bij de behandeling van de begrooting, vroeg Minister Kestens onze voorstellen voor onderzoek. Uit vertrouwbare bron wisten wij dat zij allen of bijna allen konden aangenomen worden. Tot onze groote verbazing, heeft de Minister bij artikel 5 een tekst ingediend die de reeds bestaande wet nog verergert, met een voorrecht tot eene nieuwe klas officieren uit te breiden.

De gelegenheid is gunstig om het Parlement in staat te stellen eene overhaast aangenomen wet te herzien, waar

van de bezwaren en de antidemocratische geest hem ontsnapt waren.

Het leger vroeg overigens niet dat de wet van 1836 zou worden ingetrokken noch gewijzigd. Het is een uitstekend statuut, dat lang werd bestudeerd en in volkomen eenklank gebracht met onze grondwet. Enkele aanvullingen volstonden, die den geest er niet van wijzigden.

Onmiddellijk liet zich krachtdadig verzet hooren vanwege de bonden van gewezen officieren — die niet meer tot stilzwijgen zijn gehouden — en die het gevaar zagen van sommige nieuwe bepalingen voor de overgrootste meerderheid, 90 t. h., van hunne gewezen makkers. Met dit koor van protest stemden sommige dagbladen in.

Van de officieren moeten thans de noodige offers worden geleverd. Het is maar billijk hun de vastheid terug te schenken, alsook de waarborgen en het vertrouwen waarop zij aanspraak mogen maken, en er moet worden wijziging gebracht in sommige artikelen waarvan de bepalingen in strijd zijn met de Grondwet of aanleiding geven tot willekeur en intrige.

Zeër bondig rechtvaardigen wij onze voorstellen.

ART. 5. — De wet van 1836 bepaalde dat een Koninklijk besluit noodig was om een officier op non-activiteit te stellen. Deze maatregel werd alleen toegepast wanneer de geheele toonladder der tuchtstraffen overloopen was. Thans heeft de Minister van Landsverdediging

dat recht, met andere woorden, zijne « bureelen ». En, wat erger is, sedert 1916 heeft men met één derde de reeks tuchtstraffen verminderd, wat de « Bureelen » toelaat meer en meer officieren op non-activiteit te stellen zonder waarborg van volledige rechtvaardigheid.

Wij moeten dus terugkeeren tot de wijze bepalingen der wet van 1836 en het advies van een Tuchtraad eischen.

ART. 7. — De zedelijke kracht van het leger schiet hare wortelen in het onderling vertrouwen en de wederzijdsche waardeering van officieren en manschappen. En een der beste middelen om dit te bekomen is, van het begin, hem die beveelt, met hem die gehoorzaamt, samen te brengen. Verstand en gemoed der oversten zullen aldus beter in eenklank zijn met het gemoed der soldaten.

In eene democratie moet de soldaat overigens worden aangezien als de eerste sport eener hierarchie aan welker top de generaals tronen. Om doelmatig deze gemeenschap van gedachten en gevoelens te bevorderen is het onmisbaar dat de oversten bij de laagste sport aanvangen.

ART. 11. — Het is zonneklaar dat om het even welke Minister, dat wil zeggen zijne « bureelen », steeds de loopbaan van een officier van lagere graad, onderluitenant, luitenant, kapitein, zal kunnen stremmen en zelfs stopzetten, om politieke of persoonlijke redenen en oordeelend op geheime fiches... Wij moeten dus terugkeeren naar den voorzichtigen tekst van 1836, het is een waarborg van vastheid en bevordering dien wij moeten behouden.

ART. 12. — Het is de verscherping van een tekst die een voorrecht verleende aan officieren gedurende 10 of 15 jaar. Uit dien hoofde ontzegt men aan den Koning, hoofd van het leger, elk voorafgaand onderzoek omtrent de militaire hoedanigheden dezer officieren, die voor den graad van majoor in aanmerking kunnen komen.

Hunne bevordering wordt aldus opgedrongen en hunne opklimming tot de

hoogere graden wordt mogelijk, zelfs zoo zij lichamelijk, verstandelijk en zedelijk voor deze betrekkingen ongeschikt zijn!

De nieuwe wet werd vooral gemaakt om hen te ontslaan van de proeven die de reglementen terecht voorschrijven om bataljonsoverste, enz., te kunnen worden.

Het is de bekrachtiging van den onbeschaamden zegepraal der Staven op de nederige en verdienstelijke troepofficieren.

ART. 21. — Wij sluiten ons aan bij de volgende beoordeeling van Rouveroy in *La Dernière Heure*.

« Artikel 21 van den nieuwen tekst » is volstrekt ongrondwettelijk. Terwijl » artikel 118 der Grondwet bepaalt dat » « de wijze van werving van het leger » door de wet wordt bepaald » en dat » zij daar natuurlijk onder verstaat » dat deze wetsbepaling zoowel slaat » op vreedstijd als op oorlogstijd, trekt » artikel 21 van den nieuwen tekst, » eens de mobilisatie uitgeroepen, de » toepassing in van de zes voornaamste » voorschriften dezer wet. Zoodat in tijd » van oorlog, alleen de willekeur der » « bureelen » het statuut der officieren » zal regelen, en deze zullen aan dien » hatelijken willekeur worden overgeleverd juist op het oogenblik dat het » Vaderland van hen het offer van hun » leven vergen zal. »

Wij voegen daarbij dat de Koning het recht verliest een graad te verleenen aan den officier die een heldendaad verricht heeft. Het is dus de spijtige verdwijning van een rijke bron van wedijver en offergeest.

Daarentegen zal het intrekken van de regelen van bevordering in oorlogstijd, het leger met een geest van intrige en begunstiging bezielen, die aan ons officierenkorps elke zedelijke waarde ontnemen zal.

Laat ons liever blijven bij de voorzichtige bepalingen van de wet van 1836.

E. CALONNE.

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1925-1926.

Proposition de loi modifiant la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers.

ARTICLE UNIQUE.

La loi du 15 septembre 1924 est modifiée ainsi qu'il suit :

I. — ART. 5, 5°. — A supprimer : « Elle est prononcée, etc... » et remplacer par : « Elle est prononcée par le Roi, sur avis affirmatif d'un Conseil de Discipline. »

II. — ART. 7. — Le 2° (a) débutera ainsi : « avoir servi effectivement pendant une année au moins dans un corps de troupe et avoir suivi, etc... ».

III. — ART. 11. — Supprimer : « aux officiers jugés aptes à en exercer les fonctions ».

IV. — ART. 12. — A supprimer : « les officiers brevetés d'Etat-Major sont dispensés de cette épreuve ».

V. — ART. 21. — A supprimer et à remplacer par l'article 5 de la loi de 1836 : « Il ne peut être dérogé aux dispositions des articles précédents que dans les deux cas suivants :

» 1° Pour action d'éclat dûment constatée et mise à l'ordre du jour de l'armée ;

» 2° Lorsqu'il n'est pas possible de pourvoir autrement aux emplois vacants dans les Corps, en présence de l'ennemi. »

E. CALONNE.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1925-1926.

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 September 1924 betreffende den stand en de bevordering der officieren.

EENIG ARTIKEL.

De wet van 15 September 1924 wordt gewijzigd als volgt :

I. — ART. 5, 5°. — De woorden : « Van een tot drie maanden, enz... », te vervangen door : « Die straf wordt door den Koning uitgesproken op aldus luidend advies van een Tuchtraad. »

II. — ART. 7. — Het n° 2° (a) te doen aanvatten als volgt : « Ten minste één jaar werkelijk bij een troepenkorps te hebben gediend en ten minste twee jaar lang, enz... »

III. — ART. 11. — De woorden : « bekwaam bevonden om er het ambt van uit te oefenen », te doen wegvallen.

IV. — ART. 12. — De woorden : « De van den staf gebreveteerde officieren zijn van die proef ontslagen. » te doen wegvallen.

V. — ART. 21. — Te doen wegvallen en te vervangen door artikel 5 der wet van 1836 : « Van de bepalingen der vorige artikelen mag slechts worden afgeveken in de beide volgende gevallen :

» 1° Wegens behoorlijk vastgestelde en op de legerdagorde vermelde heldendaad ;

» 2° Wanneer het niet mogelijk is anderszins in de openvallende betrekkingen bij de korpsen, in bijzijn van den vijand, te voorzien. »